



REUNION DU PÔLE DES RETRAITES DU 5 OCTOBRE 2023

Le Pôle des retraités s'est réuni le 5 octobre 2023 dans les locaux de la FGR-FP ; toutes les associations étaient représentées.

Les décisions prises :

- 1- La décision de ne plus faire bénéficier les retraités civils et militaires du chèque vacances remet en cause l'action sociale interministérielle. Par ailleurs l'action sociale de chacun des ministères se réduit également. Un dossier ainsi qu'un argumentaire seront constitués en vue d'une interpellation du Ministre des comptes publics et de la DGAFF.
- 2- Afin de resserrer les liens et de permettre des actions communes entre les 6 associations du Pôle, chaque association devra communiquer aux 5 autres un annuaire régional et départemental de ses responsables (administrateur régional et secrétaire de section).
- 3- Appeler au rassemblement des retraités le 24 octobre à Matignon pour exiger une revalorisation des retraites et pensions.

Un tour d'horizon de l'actualité a fait ressortir une fracture sociale grandissante, mise en évidence par les services officiels comme la Banque de France qui s'en inquiète :

- Fréquentation accrue des banques alimentaires en 2022 avec une augmentation de 1,5 millions de personnes par rapport à 2011,
- Plus d'un Français sur 3 en découvert au cours de ces 12 derniers mois,
- Dossiers de surendettement en hausse de 11% sur un an en juillet 2023,
- L'ensemble des médiateurs de l'énergie, des bailleurs sociaux, des assurances sont submergés de réclamations,
- Le nombre de dossiers de surendettement en hausse de 11% sur un an en juillet 2023
- La Banque de France estime que le nombre de "clients fragiles" est aussi en augmentation et s'élève à plus de 4 millions,

En regard de cette situation, le gouvernement refuse d'augmenter les APL, alors même que les dividendes versés aux actionnaires n'ont jamais été aussi importants qu'en 2022. Au travers du PLF 2024, il restreint certaines dépenses de santé en excluant

leur prise en charge. Il économise 10 milliards avec la fin des boucliers tarifaires, 1 milliard sur la politique de l'emploi, 700 millions sur la réforme de l'assurance chômage ; il ne fait que s'interroger sur les marges élevées du raffinage qui ont été multipliées par 5 en un an ; il fait un cadeau aux opérateurs de téléphonie (Orange, SFR, Bouygues ..) en plafonnant la taxe sur la fibre alors qu'elle pourrait beaucoup plus rapporter.

S'agissant du pouvoir d'achat :

La revalorisation de 5,2% au 1er janvier 2024 ne correspond pas à la revalorisation qui aurait dû intervenir à cette date ; la revalorisation légale par rapport au Code de la Sécurité sociale devrait s'élever à plus de 5,35%. Entre le 1er janvier 2017 et juillet 2023, l'évolution des prix a été de 16,3% et celle des pensions de 7,9%, soit une perte de pouvoir d'achat de 8,4% (équivalant à plus de 2 mois de pension) ; pour les retraités qui ont subi l'augmentation de la CSG de 25% au 1er janvier 2018, la perte de pouvoir d'achat est 10,2%. Les retraités ne doivent plus être une variable d'ajustement budgétaire et appellent au rassemblement du 24 octobre pour une revalorisation des retraites et des pensions.

La loi du Bien vieillir :

Après l'abandon rocambolesque de la Loi "Grand Age" qui donnait une véritable perspective aux structures (Ehpad.. et personnels dédiés, aidants, personnel médico-social) avec un budget de 6 milliards d'euros et son remplacement par des crédits infimes au sein des PLFSS successifs d'année en année, le gouvernement a perdu toute crédibilité sur le sujet. La loi du "Bien vieillir", censée repenser notamment le modèle des EHPAD, est sur les rails ; son examen au Parlement a été reporté à plusieurs reprises ; elle devrait être discutée en principe le 20 novembre.

Autres sujets abordés :

- La fiscalité locale qui s'envole avec une hausse importante de la taxe foncière et qui participe à la paupérisation des ménages modestes ; les bases cadastrales ont été augmentées de plus de 7% et les taux au gré des collectivités locales.
- Le risque d'un retour déguisé de la Taxe d'habitation au travers d'une cotisation résidentielle due par les occupants d'un logement (même si les bases et taux ne sont pas de même nature) ; cette mesure avancée notamment par "Terra Nova" a été reprise par le président de l'Association des maires de France.
- La vigilance doit être de mise sur le risque de voir disparaître la déduction des 10%.

La protection sociale complémentaire (PSC) :

Jean Luc Moreau (FNOM) présente les difficultés particulières d'application de la PSC dans les armées dues à une rémunération faible des engagés qui, pour beaucoup, n'ont pas de complémentaire santé. Si les dispositions générales prévoient une majoration

maximale de 175% pour les fonctionnaires civils, le ministère des armées prévoit un montant maximal de 250% en expliquant que la cotisation de base dans les armées est inférieure à celle des fonctionnaires civils. Au dernier Conseil permanent des retraités militaires, l'administration n'a communiqué aucun document permettant d'étayer cette thèse et une rupture générationnelle est apparue entre les actifs et les retraités.

La prochaine réunion du Pôle des retraités aura lieu le 11 janvier 2024 dans les locaux de l'UNPRG.

Les organisations du Pôle des retraités de la Fonction publique, réunion du 05/10/2023 :

- *La Fédération générale des retraités de la Fonction Publique (FGR/FP): Jacques Brillet, Marc Veyrat*
- *L'Association nationale des retraités (ANR): Francois Xavier Lehmann, Felix Vezier*
- *L'Union nationale des personnels et retraités de la Gendarmerie (UNPRG): Claude Marchal*
- *L'Union nationale des sous-officiers en retraite (UNSOR): Gerard Tanguy*
- *La Fédération nationale des officiers marinières (FNOM): Christian Lombardo, Jean Luc Moreau, Marie C Lemaout*
- *L'Union nationale des retraités de la Police (UNRP): Philippe Moué,*